



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CCI BYE PAYS BASQUE

Blancpignon
64600 Anglet

Références : UBD40-64/D2025
Code AIOT : 0005209434

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement CCI BYE PAYS BASQUE implanté Blancpignon 64600 Anglet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du respect de l'arrêté préfectoral complémentaire n°7491-2024/005 en date du 18 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCI BYE PAYS BASQUE
- Blancpignon 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005209434
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral d'autorisation n°07/IC/129 du 29 avril 2007, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°09/IC/243 du 06 novembre 2009, N°7491/2011/005 du 07 juin 2011, n°7491/2013/010 du 26 avril 2013, n°7491/2021/010 du 11 mai 2021 et N°7491-2024:005, la CCI Bayonne Pays Basque est autorisée à exploiter un entrepôt, dans la zone portuaire, quartier "Blanc-pignon" sur la commune d'Anglet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockés, périodicité et disponibilité.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I	Demande d'action corrective	2 jours
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il a été constaté quelques non-conformités comme un stockage de palette interdit, la non réalisation de la visite annuelle de conformité des RIA, la non-transmission du résultat de la note de calorifugeage des RIA susvisé et le dernier rapport Q7 pour l'année 2024.

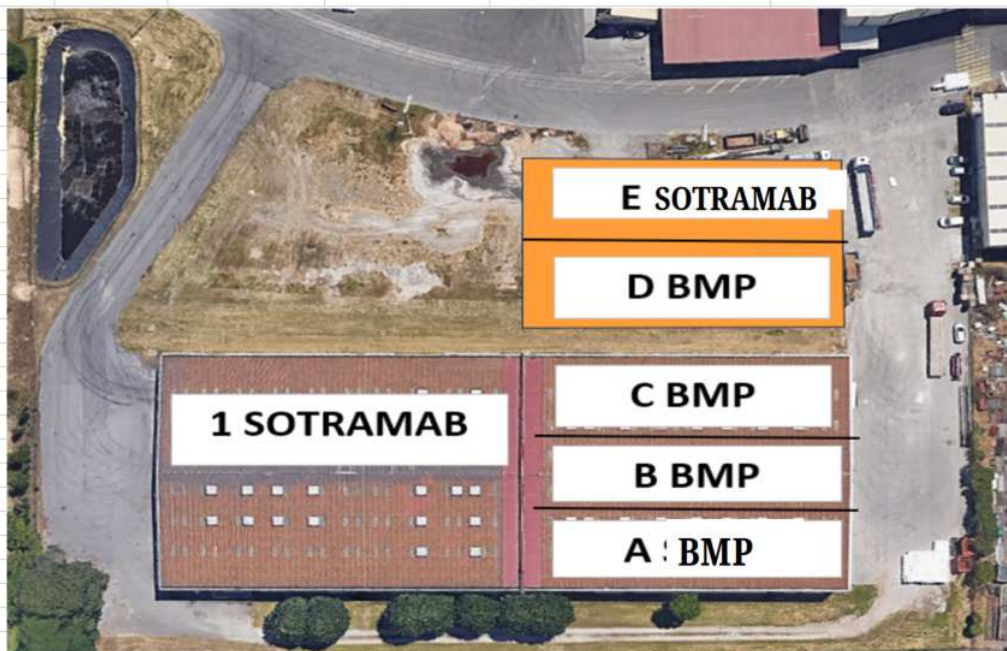
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockés, périodicité et disponibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I
Thème : Risques accidentels, Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des stocks du 18 avril a été fourni le vendredi 25 avril, en effet l'état des stocks fait l'objet d'une mise à jour hebdomadaire, mais une application pour qu'il soit journalier est en cours de mise en place via une application numérique spécifique entre l'acceptation de déchargement des bateaux et la capitainerie. Les différents produits stockés par cellule sont clairement précisés, avec le tonnage associé et un plan permettant de connaître leur emplacement :

Magasin général Suivi Quantités stockées

AOT	stock au	conditionnement	PRODUITS	QUANTITE STOCKEE (T)	déchets
STB	18/04/25	BB	calcaire	50	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client
BMP	18/04/25	Urée	Urée	1500	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client
BMP	18/04/25	VRAC	DAP	2500	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client
BMP	18/04/25			0	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client
BMP	18/04/25	VRAC	UREE	1450	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client
STB	18/04/25			0	Pas de déchets, produit balayé récupéré pour le client



L'état de stocks repose sur une déclaration des locataires des cellules (via une application en ligne : la demande de stockage est alors accordée par la CCI, en lien toujours avec la capitainerie), et un contrôle physique hebdomadaire est réalisée par la CCI. Cet état des stocks est consultable à distance et il est prévu la mise en place d'un tableau numérique à l'entrée du bâtiment qui reliera les informations suivies en temps réel.

L'application existante permet de joindre une photo à la demande de stockage ainsi que la FDS des produits.

Un affichage à jour de l'état des stocks est également présent sur les murs extérieurs des cellules.

Les FDS des produits stockés sont présentes à cet endroit .

Nous avons constaté également que les produits stockés étaient clairement identifiés avec le type de produits, soit urée, engrais, calcaires et phosphate de diammonium (DAP).

Nous avons également constaté, le jour de l'inspection, un stockage de palettes de bois conséquent, à l'extérieur du bâtiment Nord. Ce type de stockage est interdit. L'exploitant nous indique que ce sont les Dockers du port qui les entreposent à cet endroit sans leur autorisation. La CCI est responsable des stockages sur son site et doit faire évacuer sous 48 heures ce stockage illégal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 jours

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème : Risques accidentels, La détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : L'exploitant a procédé à la remise en état de la détection incendie, finalisée le 18 avril 2024. Le rapport d'intervention SIEMENS a été transmis (rapport n°6LB-063072544) précisant que les 10 détecteurs linéaires optiques ont été remplacés par des détecteurs de même référence dans le hangar Nord et Sud, et que les 2 détecteurs en attente ont été nettoyés. Le rapport conclut aux tests fonctionnels et au fonctionnement du SSI. Concernant le cerficate Q7, le dernier transmis par l'exploitant date du 24 janvier 2023. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de conformité Q7 au titre de la vérification annuelle pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne

sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de l'inspection, le 25/04/202, il a été constaté que les RIA du nouveau bâtiment devaient être contrôlés avant le 14/02/2025. L'exploitant nous indique que le contrôle est prévu la première semaine de Mai, pour la vérification de l'ensemble des RIA du site. L'exploitant devra fournir le rapport de conformité de l'ensemble des RIA de l'exploitation et respecter l'année prochaine les dates d'échéance de conformité annuelle.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des installations classées le résultat des travaux de calorifugeage qui devait être effectués avant 31/05/2024, résultat qui n'a pas présenté le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois